

94 **Les camps furent installés aux abords de la route le jour du blocage. Mais ils furent en grande partie expulsés par les flics dès la levée du jour. Cela n'empêcha pas que l'on commence à bloquer les routes au moyen d'arbres et d'autres matériaux. D'autres concepts de blocage furent développés sur le chemin du convoi : un blocage de femmes, un autre de paysans avec leurs tracteurs ; un blocage de voitures sur la route de Lüneburg et un autre avec une pieuvre géante fabriquée par quelques membres d'initiatives citoyennes. Pendant une journée, rien ne circula sur les voies principales d'accès au Wendland¹¹. »**

En 1985, une occupation du site de Gorleben réunira à nouveau 40 000 personnes, venus de tous horizons. Les paysans locaux participent aux actions des non-violents, selon un modèle qui peut faire penser à la lutte du Larzac, quand des voies de chemins de fer sont bloquées par des troupeaux de chèvres. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'à cette époque, la répression s'intensifie. Les poursuites engagées à l'encontre des manifestants s'effectuent dans le cadre des lois anti-terroristes. Erna Sielka¹² et Alois Sonnleiter, habitants de la région de Gorleben, âgés de 63 et 38 ans, meurent au printemps 1986 près de la grille du chantier d'enfouissement, des suites de l'utilisation de gaz lacrymogènes par les forces de l'ordre. Dans ce contexte, les médias enfonce le clou concernant l'illégalité de certaines actions, mais la vitalité du mouvement ne faiblit pas, avec la désobéissance civile et la résistance passive comme nouveaux mots d'ordre. Les groupes non-violents instaurent alors des journées fédérales pour désenclaver la lutte du seul site de Gorleben, sous la bannière « *Gorleben est partout* ». Les actions symboliques (type *sit-in*) se multiplient devant les sièges des sociétés impliquées dans le nucléaire, accompagnées de rencontres et de discussions publiques.

11 *Ibid.*

12 Les policiers refusent de la transporter à l'hôpital dans l'un de leurs hélicoptères et bloquent l'intervention des infirmiers de la manif pour les premiers secours.

Gorleben,
symbole
de l'opposition

Depuis les années 1980, à Gorleben comme ailleurs en Allemagne, une « culture de résistance » variée se construit autour de la perspective commune d'en finir avec le nucléaire. Des ponts relient les pratiques des militants et celles des paysans, les actions de blocages des trains de matières radioactives sont régulièrement préparées de concert. Parmi les enfants des paysans de Gorleben, ceux qui sont partis dans les villes environnantes pour travailler ou pour faire des études, ont pu faire l'expérience des luttes étudiantes, écologistes ou autres. Ils sont revenus à Gorleben avec une vision enrichie de la lutte, avec l'expérience des assemblées décisionnelles ou de l'organisation de manifestations sur plusieurs jours, etc. Beaucoup de militants se sont installés près de Gorleben pour y vivre. Certains ont monté des librairies, d'autres ont repris des petits commerces, etc. Cependant, la composition entre les différents groupes reste fragile : le Comité d'urgence paysanne, principale association des paysans à Gorleben, ne communique ses plans d'actions qu'au dernier moment et menace régulièrement de se retirer des actions collectives.

La lutte contre le site d'enfouissement à Gorleben n'est pas encore gagnée, mais elle est actuellement un des emblèmes du mouvement antinucléaire. Lieu d'organisation et d'opposition, cette lutte est celle depuis laquelle on remet en cause les promesses étatiques d'arrêt du nucléaire, et celle dans laquelle se posent toutes les questions attenantes à l'arrêt du nucléaire : Quelles sont les nouvelles entreprises qui vont reprendre le marché, quelles sont les ressources qui vont être exploitées, dans quelles conditions, etc. ? Gorleben est également un lieu d'échange d'idées et de pratiques avec les militants français, notamment ceux qui luttent contre le centre d'enfouissement de Bure.

OPPOSITIONS À L'IMPLANTATION DE CENTRALES ÉLECTRIQUES À GAZ DANS LE FINISTÈRE

95

À USINE À GAZ-PILLAGE

PAR
DES BRESTOIS
ET DES BRESTOISES

Les implantations de nouvelles centrales électriques fonctionnant au gaz (CCCG)¹ se multiplient en France. La première fut construite à Dunkerque par GDF en 2005 ; depuis, on voit s'élever un peu partout leurs lugubres cheminées en béton. Le faible prix du gaz permet de produire à bas coût ces usines à gaz. Poussés par une vision à court terme qui oublie de prendre en compte les nombreux problèmes de pollutions liées à ces exploitations, les représentants politiques méprisent l'avis des habitants locaux. Déjà, dans le Finistère et dans la commune de Landivisiau, les cheminées en projection 3D ornent les plaquettes glacées de promoteurs qui ont jeté leur dévolu sur notre région. Pourtant, les habitants du coin ne sont manifestement pas d'accord. Récit de la constitution d'une opposition qui se forme sous « le spectre de Plogoff »².



LA STRATÉGIE des années 1970, où l'État annonçait, avec EDF et Framatome (devenue Areva), son intention de planifier le nucléaire civil aura fait long feu. Depuis les années 2000, la production d'électricité s'est progressivement ouverte à la concurrence. La législation autorise désormais les promoteurs privés et étrangers à proposer des sites d'implantation pour, entre autres, des centrales à gaz. L'État continue néanmoins à encadrer le secteur, soutenant ou refusant ces projets, et s'est doté d'un nouvel outil fourre-tout : la PPI (Programmation pluriannuelle d'investissement de production d'électricité), qui encourage notamment la construction de centrales à gaz. Pour l'heure, il y en aurait dans l'hexagone une trentaine en projet, en construction ou récemment mises en service.

1 Centrales à cycle combiné gaz. Ces centrales thermiques associent une turbine à gaz et une turbine à vapeur. Chacune d'entre elles entraîne une génératrice qui produit de l'électricité. La turbine à gaz est actionnée par les gaz issus de la combustion à haute température. En sortie, les gaz chauffent de l'eau. La vapeur ainsi produite entraîne la deuxième turbine.

2 *Ouest-France*, le 27 février 2012.

électrique, de guirlandes de Noël ou de climatiseurs *high-tech* devait inexorablement augmenter, coûte que coûte.

Lutter depuis Brennilis...

Les monts d'Arrée, c'est un territoire aux deux visages. Celui de Brennilis, ancien village de chiffonniers qui, depuis 1929, a accepté tous les équipements de production électrique (barrage hydro-électrique, centrale nucléaire en 1962, centrale thermique), et les retombées qui vont avec. Mais il existe aussi une culture de la lutte issue des années 1970, et des mobilisations plus récentes contre l'enfouissement des déchets radioactifs (en 2000), contre la Loi Loppsi ²¹⁶, ou autour des faucheurs volontaires d'OGM. Forte de cette histoire, une partie du mouvement de contestation contre les centrales à gaz s'est centrée sur la contre-expertise et l'information à travers l'action du collectif Gaspere, tandis que, localement, des associations et des collectifs « *disant non à la centrale* » ont vu le jour.

Pour notre collectif, la Cantine populaire brestoïse, ce fut l'occasion d'organiser des réunions, des rassemblements aussi bien que des fest-noz : une manière de partager des idées et des pratiques avec les habitants. En cherchant l'horizontalité, par exemple, nous nous sommes exposés aux critiques de la part de ceux qui revendiquaient l'initiative de la contestation. Un peu comme si le mouvement était le leur, comme s'il leur fallait tout contrôler. Nous fûmes parfois tenté de nous énerver, mais nous savons bien que diminuer les clivages entre les différentes positions idéologiques, les différentes pratiques et les générations, suppose du temps et de l'attention. Par ailleurs, nous étions contents de voir des réflexes communs se mettre en route, comme l'entraide matérielle ou le prix libre, mais aussi et surtout la volonté d'une organisation horizontale, venue notamment du collectif dénommé « La centrale agace ».

Les prémisses d'un mouvement se dessinaient, un dimanche par mois lors des rassemblements du Roc'h Trédudon, dans une ambiance d'auberge espagnole¹⁷. Entre vin chaud, soupe et

tables de presse, on échangeait sur les possibilités d'action. La question toujours épineuse des pratiques illégales était abordée avec simplicité : ce type d'action ne devait avoir lieu que si elles avaient été décidées collectivement. Finalement, à Landivisiau comme à Brennilis, « dire non à la centrale » permet de parler politique : de débattre de nos choix de vie, de leurs promesses et de leurs risques.

... à Landivisiau

Mercredi 29 février, la décision est tombée : c'est le projet de centrale à gaz de Landivisiau qui est retenu, commune où l'organisation contre le projet est la plus récente (une association s'était constituée quelques semaines seulement avant cette décision).

D'abord limités à une poignée, ils ont commencé à informer, et tenté de bousculer la propagande municipale. Chez un certain nombre, le déclic est venu de la publication du bulletin d'information municipal concernant la centrale. L'annonce du site a par la suite mobilisé d'autres habitants, avec le sentiment d'une attaque frontale contre leur lieu de vie. À Landivisiau, les luttes ne sont pas coutume ; il faudra plus de temps pour que se nouent des compléments. Une première chez beaucoup d'entre eux, qui, dans le cadre associatif, voient venir le poids des responsabilités à endosser. Mais d'autres voix s'expriment. Lors de la réunion publique suivant l'annonce du projet, quelqu'un rappelle qu'il faut lutter sur le terrain et ne pas espérer grand-chose de l'enquête d'utilité publique. Une agricultrice lui emboîte le pas, rappelant la lutte de Plogoff : applaudissements dans la salle.

Le 3 mars, un millier de personnes marchent jusqu'au terrain prévu pour la construction. L'ambiance est familiale, les centaines de landivisiens côtoient Brestoïses et membres de Gaspere, ainsi que les nombreuses personnes venues des autres sites envisagés, Brennilis et Briec. Une manifestation dont l'atmosphère donne bon espoir aux membres de l'association locale. On ne peut pour l'heure parler de front commun contre la centrale, mais cela laisse entrevoir un large soutien à Landivisiau.

« DIRE NON
À LA CENTRALE »
PERMET DE PARLER
POLITIQUE :
DE DÉBATTRE
DE NOS CHOIX DE VIE.

¹⁶ Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure. Le texte concerne en particulier la lutte contre la criminalité générale, la récidive, la délinquance routière, la « cyber-pédopornographie », l'instauration d'un couvre-feu pour les mineurs, le renforcement de la lutte contre les squats et la réduction du droit à habiter dans un habitat mobile. Il donne également de nouveaux pouvoirs à la police et prévoit d'en déléguer aux polices municipales et aux entreprises de sécurité privée.

¹⁷ Le Roc'h-Trédudon est un rond-point symbolique, car il se situe au carrefour du centre Finistère où se dresse un pylône de transmission télé qui fut pris pour cible en 1974 par les indépendantistes bretons (FLB-ARB).

De l'énergie pour s'organiser

Voilà donc une lutte qui pourrait résonner à l'échelle du Finistère. Les différentes propositions de site ont servi d'amorce à la constitution d'un réseau au niveau du département et avivé les souvenirs des mouvements passés. À Landivisiau, même si l'on n'est pas habitué à ce type de luttes, la mobilisation semble bien lancée avec, pour chacun, des motivations différentes, allant de la préservation d'un cadre de vie à l'opposition à la société industrielle.

Lutter, c'est saisir le temps des rencontres. À Landivisiau comme à Brennilis, « *dire non à la centrale* » permet de parler politique. Débattre de nos choix de vie, de leurs promesses et de leurs risques. Mais casser les clivages entre les différentes positions idéologiques, les différentes pratiques et générations suppose du temps et de l'attention. D'autant que notre volonté d'organisation horizontale peut heurter certaines personnes, qui se sentent seules légitimes et qui ne jurent que par l'efficacité des décisions hiérarchiques.

Les questions que soulève un tel projet en Finistère offrent l'opportunité de repenser la question de l'énergie à partir du territoire. L'intention n'est pas d'affirmer haut et fort des solutions de contre-experts afin de résoudre le problème environnemental. Le but n'est pas non plus de demander à chacun de répondre aux problèmes insolubles de la société industrielle ; bien qu'il soit parfois rassurant de faire des plans sur la comète. Il s'agit plutôt de se demander ensemble ce qu'il y a lieu de continuer à produire et comment ? Commencer, peut-être, par répertorier les installations existantes avant d'en construire de nouvelles. Décider, à partir de là, d'un type de production électrique, locale et décentralisée. Choisir en commun ce que nous en ferions à partir de nos besoins. Et alors d'en affronter les réalités et les problèmes. « *C'est à cette échelle qu'il devient possible d'envisager de donner aux individus le pouvoir de dessiner les contours de leur histoire collective* ¹⁸. »

¹⁸ Michon Arnaud, *Le Sens du vent*, op.cit.

